

ILS REVENDIQUENT L'APPLICATION TOTALE DE LA LOI SUR LE CHAHID ET LE MOUDJAHID

Les enfants de chouhada menacent d'investir la rue

Les enfants de chouhada affiliés à l'Onec (Organisation nationale des enfants de chouhada) ont menacé d'investir la rue «si aucune suite favorable n'est donnée à leur revendication», jeudi passé lors d'une réunion extraordinaire des secrétaires généraux de wilaya.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A ce propos, une lettre ouverte sera adressée dans les prochains jours au premier magistrat du pays, dans laquelle, l'Onec revendiquera l'application de la loi du chahid et du moudjahid avec effet rétroactif.

En effet, les participants à cette réunion ont dénoncé le laxisme de l'administration et l'état d'indifférence affiché, notamment par les ministères des Moudjahidine et des Finances, concernant le droit social des ayants droit de chouhada (loi 99/07 du 5 avril 1999 sur le moudjahid et le chahid). Ils demandent l'uniformisation de l'article 25/2 à tous les enfants de chouhada, garçons ou filles, l'actualisation sans discrimination de l'avantage contenu dans les articles 39/41-42, portant

valeur catégorielle professionnelle, y compris les retraités, et sa promulgation dans le cadre du principe de la promotion aux grades et postes supérieurs.

Sur un autre plan, plusieurs voix parmi l'assistance ont revendiqué «l'élargissement de la valeur valorisante du SNMG à 2,5%, la pension des retraités à l'instar des moudjahidine, la prise en charge effective des dossiers des ayants droit en situation de handicap».

Un dossier actuellement en instance. Les rédacteurs ont évoqué une forme de «terrorisme» administratif concernant certains papiers administratifs exigés par l'administration dans le cadre de l'élaboration des dossiers, tels que «l'acte de non-remariage ou l'attestation de non-activité aux postulants âgés de

plus de 80 ans, alors que la Fonction publique fixe l'arrêt de la carrière professionnelle à 60 ans !» Ils se demandent : «Pourquoi les veuves de chahid, qui n'ont pas de qualité de moudjahida, ne perçoivent pas de pension alors qu'elles avaient

subi les aléas de la guerre, des tortures physiques et psychologiques ? N'est-ce pas là une discrimination et une trahison envers ceux qui ont arraché cette terre des mains de l'étranger ?», s'est interrogé le représentant de Tizi-Ouzou.

Les enfants de chouhada menacent de recourir à la rue, dans le cas où aucune mesure n'était prise pour améliorer leur situation.

«Aujourd'hui, on dénonce, mais demain on défoncera ! A ce stade-là, nous, enfants de chouhada,

avec nos familles qui serons dans la rue.» Sur un autre plan, le secrétaire général de l'OEC, Tayeb Houari, s'est demandé pourquoi les pouvoirs publics «nous ont marginalisés au sujet des réformes politiques.»

A. B.

AÏN DEFLA

La CNEC : «Nous serons les premiers à fermer les sièges de daïra»

Le bureau de wilaya de la Coordination nationale des enfants de chouhada a réuni, jeudi, au cinéma Doui de Aïn Defla, quelque 300 adhérents pour les tenir au courant de l'avancée du dossier concernant leur situation sociale et professionnelle.

Un membre du bureau national qui a pris la parole a reproché à l'état de ne pas avoir honoré ses engagements pour ce qui est de la loi portant statut du chahid, une loi comportant 17 articles, dont seulement 3 ont été appliqués», a-t-il dit. L'orateur a dénoncé «une sorte de mépris

de la part des pouvoirs publics vis-à-vis de ceux qui ont donné leur vie pour l'Algérie, les chouhada de la Révolution et ceux du devoir, les gardes communaux et les patriotes qui ont pris les armes pour sauver le pays d'une destruction programmée». Ils ont considéré scandaleux que «des enfants de chouhada soient livrés à la mendicité et locataires chez ceux qui n'ont pas levé le petit doigt pour la défense du pays, mais qui se sont servis par le biais de la corruption». «Aujourd'hui, c'est fini. On ne peut plus continuer de patienter et accepter d'être menés en bateau...», a-t-il ajouté. Au nom du bureau national, c'est l'application des articles 25, 39, 44, 45 et 46 de la loi du chahid et du moudjahid du 5 avril 1999 qui est revendiquée.

Pour la wilaya de Aïn Defla, cette revendication devrait se traduire par l'octroi de 143 habitats ruraux, 68 logements sociaux locatifs, l'attribution de 240 lots de terrain à lotir sur les 3 319 hectares excédentaires. L'application de l'article 44 de la loi précitée stipule, selon lui, l'attribution d'un quota de 20 % sur chaque distribution de logements sociaux «au profit de la Coordination des enfants de chouhada, laquelle est la seule habilitée à les distribuer», a précisé le membre du bureau national. C'est à cet effet que la menace a été brandie. «Nous serons les premiers à fermer les sièges de daïra si cette mesure du prélèvement du quota de logement n'était pas prise en considération.»

Karim O.

CONSEIL DE L'ORDRE DES MÉDECINS :

«La rupture avec la tutelle est consommée»

Les médecins ont réélu à l'unanimité, ce jeudi, le docteur Bekkat Berkani Mohamed en tant que président du conseil national de l'Ordre des médecins. Le nouveau conseil a été installé officiellement, ce jeudi à l'Hôtel d'El Biar, en présence de 48 délégués.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - L'installation du conseil de l'Ordre a été l'occasion pour les médecins présents d'aborder les faits sensibles qui caractérisent actuellement le secteur de la santé.

D'ailleurs, et pour le docteur Mekkaoui Mostefa chargé de l'information au sein du conseil le dialogue est rompu avec la tutelle depuis l'année 2006. «Nous avons aussi adressé une correspondance au ministère de la Santé en vue de la programmation d'une séance de travail, mais nous n'avons pas encore reçu de réponse à

ce jour», a déclaré le docteur Mekkaoui. Ce dernier précisera, cependant, que bien que la rupture soit consommée avec le ministère de la santé, des discussions ont lieu régulièrement avec les départements de la justice et du travail et de la protection sociale.

Pour ce qui est des dernières assises nationales de la santé durant lesquelles devait être étudié le projet de loi sur la santé, le docteur Bekkat a déclaré que les médecins n'ont pas reçu d'invitation à temps pour pouvoir y assister et ont donc préféré s'abstenir d'y par-

ticiper estimant avoir été «mal invités». «Nous n'avons pas pu avoir les détails du projet ni étudier son contenu. On aurait souhaité, d'ailleurs, que ce projet parte de la base au sommet et non le contraire, comme cela a été le cas. Les professionnels n'ont pas contribué à son élaboration», a déclaré le docteur Bekkat, précisant en outre que les revendications de syndicats et de l'ordre des médecins après la série de mécontentements exprimés ont été transmises au chef de cabinet de la présidence de la République.

Concernant l'application du conventionnement entre la CNAS et les praticiens privés, le président du conseil de l'Ordre dira que si les nouvelles mesures sont acceptables, elles doivent être préservées. «Nous encourageons l'utilisa-

tion du générique en vue de la préservation des emplois, notamment, mais nous sommes contre la tarification. Elle est actuellement de 28 000 dinars pour la consultation des généralistes et de 38 000 dinars pour les spécialistes. Nous proposons, toutefois, 60 000 dinars et 80 000 dinars», a expliqué le docteur Bekkat Berkani, notant en outre que c'est l'une des conditions pour la poursuite des discussions et d'encouragement à la nouvelle politique de la Cnas.

Il s'agit aussi, selon l'intervenant, de «préserver le système de solidarité et l'industrie nationale». Par ailleurs, le conseil de l'Ordre a déclaré soutenir les revendications portées par les médecins résidents.

F-Z. B.

LEURS DÉLÉGUÉS SE SONT RÉUNIS HIER

Les médecins résidents décidés à rester mobilisés

Réunis, hier après-midi, les délégués des résidents venus de différentes régions du pays ont discuté des actions de protestation à entreprendre dans les prochains jours.

Lors d'une conférence de presse tenue jeudi, les médecins résidents ont considéré l'invitation que leur a adressée le ministère de la Santé «floue» pour une réunion prévue à la fin de la semaine passée. «Nous n'avons été informés ni du jour ni de l'heure exacte de la tenue de cette rencontre. Par conséquent, nous n'avons pas pu y assister, ont expliqué les médecins protestataires.

Pour cela, le ministère de la Santé a signalé à travers un communiqué que les représentants des résidents ne se sont tout bonnement pas présentés à la réunion du mercredi 23 mars.

Pour le ministère de tutelle, «les médecins résidents ont par ailleurs été reçus longuement les 13 et 14 mars par le secrétaire général, en présence de cadres centraux du ministère». Selon le même communiqué, un accord a été convenu pour le rendez-vous du 23 mars, et ce, le 17 mars dernier, date de la visite du ministre à l'hôpital de Kouba. Ce que les résidents ont catégoriquement démenti, informant ne pas avoir été mis au courant ni du jour ni de l'heure du rendez-vous. Une commission a, en outre, été installée, selon le ministère de la Santé, en vue d'étudier les revendications des médecins protestataires. Par ailleurs, lors d'une conférence de presse organisée jeudi dernier, les résidents ont réitéré leurs principales revendications et indiqué la tenue d'une réunion prévue pour hier (vendredi) en vue d'étudier l'état de la situation et programmer d'éventuelles actions de pro-

testation. La réunion, selon les médecins, devait réunir tous les délégués au niveau national.

Concernant la déclaration du ministre de la Santé relative au système d'évaluation des résidents au cours de leur cursus, le docteur Benhabib Amine, porte-parole des médecins, a expliqué que cette question ne concernait pas le secteur de la santé mais plutôt celui de l'enseignement supérieur. «Chez nos voisins, notamment, des systèmes d'évaluation plus modernes sont utilisés». Par ailleurs, d'autres revendications ont été évoquées relatives, en premier lieu, au service civil ainsi qu'aux différentes primes dont la prime de contagion, celle de documentation ainsi que la prime de risque.

Les médecins résidents revendiquent par ailleurs de profiter des nouvelles mesures sur le service national.

F-Z. B.

PROTESTATIONS DES TRAVAILLEURS

DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE

Les revendications raisonnables, si possible, satisfaites selon Yousfi

Les revendications «raisonnables et justifiées» des travailleurs du secteur énergétique seront étudiées et, si possible, satisfaites selon le ministre de l'Energie et des Mines. Jeudi dernier, en marge d'une séance plénière du Conseil de la nation, le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, s'est exprimé sur les protestations des travailleurs dans le secteur énergétique.

A propos du mouvement de grève de travailleurs de Sonatrach, M. Yousfi a indiqué que des discussions sont en cours entre les représentants de ces travailleurs et la direction du groupe. Cela même si ce mouvement social n'a pas perturbé l'activité de production de Sonatrach, selon le ministre de l'Energie.

Concernant les autres entreprises notamment Sonelgaz, Youcef Yousfi, sans citer nommément cette dernière, s'est montré également rassurant. Pour le ministre de l'Energie, lorsque les revendications «sont raisonnables et justifiées, elles seront étudiées, et si possible, satisfaites».

D'autre part, M. Yousfi a affirmé que la perturbation de la production pétrolière n'a et n'aura aucun impact «négatif» ni sur l'Algérie ni sur le niveau d'approvisionnement du marché. Dans la mesure, selon lui, où les prix sont actuellement à un niveau appréciable. Et cela même si les activités de Sonatrach en Libye ont été momentanément suspendues.

Auparavant, le ministre de l'Energie avait indiqué, en réponse à une question du sénateur RND Slimane Kerroum, que le groupe Sonatrach compte lancer un nouvel appel d'offres national et international pour la réalisation de la cimenterie de Béchar, d'une capacité de 1,5 million de tonnes par an.

L'entrée en production de cette cimenterie, d'un coût de 550 millions de dollars et devant créer 700 postes d'emploi, est prévue en 2015. Lancé en 2008, un premier appel d'offres avait été déclaré infructueux en raison du nombre réduit des offres reçues.

Chérif Bennaceur